Les systèmes éducatifs à l'épreuve de la Covid : l'exemple du Maroc

Abdennasser Naji

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ries/9783>

DOI : 10.4000/ries.9783

ISSN : 2261-4265

Éditeur

France Education internationale

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2020

Pagination : 23-29

ISBN : 978-2-85420-627-2

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Abdennasser Naji, « Les systèmes éducatifs à l'épreuve de la Covid : l'exemple du Maroc », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 84 | septembre 2020, mis en ligne le 01 septembre 2020, consulté le 17 octobre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ries/9783> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.9783>

Ce document a été généré automatiquement le 17 octobre 2022.

Tous droits réservés

Les systèmes éducatifs à l'épreuve de la Covid : l'exemple du Maroc

Abdennasser Naji

- 1 Le monde entier demeure sous l'emprise d'une crise sanitaire induite par le coronavirus, doublée d'une méga crise « faite de la combinaison de crises politiques, économiques, sociales, écologiques, nationales, planétaires s'entretenant les unes les autres, aux composantes, interactions et indéterminations multiples » (Morin, 2020), et imposant une pause à tous les secteurs de notre vie en tant qu'êtres humains. Obligée de vivre dans un confinement total ou partiel, l'humanité a passé des moments très singuliers de son histoire, caractérisés par un impact multidimensionnel, qui aura certainement des répercussions énormes et difficiles à prévoir sur son avenir. Si l'économie est apparemment la plus touchée, au point que certains parlent même de marasme économique, c'est seulement la partie visible de l'iceberg. Sa partie immergée comprend tous les autres secteurs en lien direct ou indirect avec l'économie, qui ont également subi les conséquences ravageuses de la pandémie de la Covid-19.
- 2 L'éducation est considérée par plusieurs analystes comme le secteur le plus concerné par la crise, dans la mesure où il implique presque toute la population mondiale, et où il est le pourvoyeur par excellence de ressources humaines qualifiées et éduquées, au sens noble du terme. La décision de cesser d'aller à l'école¹, prise par la plupart des gouvernements, et d'inviter la population à se réfugier chez soi, a généré une situation nouvelle, autant inattendue que complexe. Face à une telle situation, personne ne s'attendait à un miracle, en matière de qualité des apprentissages, puisqu'il a fallu passer du jour au lendemain d'un enseignement qui se déroulait intégralement dans l'enceinte de ce qu'on appelle l'école à un enseignement entièrement à distance de celle-ci. C'est un nouvel apprentissage collectif qui s'est mis en place, avec ses réussites et ses échecs. Le plus important est d'en tirer les leçons nécessaires pour faire changer l'école, afin qu'elle soit à la hauteur des rêves et aspirations des citoyens du monde.
- 3 Cet article s'intéresse aux mesures prises au Maroc pour gérer la crise de la Covid-19, notamment en matière d'enseignement à distance. Quel impact ont-elles eu sur l'année

scolaire et universitaire en cours ? Et comment se profile le futur de l'école, à la lumière de la réforme globale de l'éducation déjà engagée ?

Situation complexe et réponses inachevées

- 4 La distanciation physique entre enseignement et apprentissage, et le déplacement du foyer du processus d'apprentissage, de l'espace qu'on appelle communément l'école, vers un autre espace, celui de la maison, induisent une situation trop complexe pour être approchée de façon technique ou techniciste. Or plusieurs pays ont été contraints de répondre aux besoins de tous les apprenants, tous cycles d'enseignement confondus, en un laps de temps très court. Du jour au lendemain, il a fallu transformer tout un système éducatif, passer d'une configuration basée depuis des siècles sur l'accueil des élèves et étudiants dans un espace dédié à l'apprentissage à une tout autre configuration, nouvelle pour chacun, où l'école devait se déplacer vers l'apprenant dans son domicile.
- 5 Le Maroc, comme la majorité des pays², ne disposait pas d'une stratégie préalable pour faire face à cette situation inattendue, le concept de résilience des systèmes éducatifs n'étant pas encore inscrit dans les politiques publiques. Le ministère de tutelle, soucieux d'assurer la continuité d'apprentissage pour tous les apprenants, a cherché des solutions « toutes prêtes » dans le stock disponible de l'enseignement à distance. Ce qu'il a trouvé a été très insuffisant pour faire face à des besoins aussi énormes, malgré le programme GENIE, adopté par les pouvoirs publics en 2006, afin de propulser le système éducatif national dans l'ère digitale. Critiqué par plusieurs acteurs et institutions, ce programme a même fait l'objet d'un rapport de la Cour des comptes (2014), pointant sa gestion et son manque d'efficacité et d'efficience. Devant un tel déficit numérique, le ministère a été contraint de produire les ressources nécessaires à mettre en ligne sur sa plateforme ou à diffuser à la télévision – un moyen encore utile pour toucher une large population d'élèves, surtout dans les zones rurales et semi-urbaines, peu ou pas connectées à l'internet.
- 6 Il fallait s'en douter, des ressources numériques produites dans l'urgence ne pouvaient pas respecter les exigences de qualité requises. Si nous y ajoutons le manque, ou l'insuffisance de formation pédagogique des enseignants, couplés à une insuffisante maîtrise des outils numériques, les résultats de l'enseignement à distance étaient prévisibles. Des enseignements ont été loin de satisfaire le minimum requis sur le plan pédagogique, bien que des efforts louables aient été fournis par les responsables pour respecter au moins les critères basiques en termes organisationnel et technique. Par conséquent, les apprentissages se sont avérés totalement ou partiellement défectueux, qu'il s'agisse d'élèves ou d'étudiants qui, pour des raisons diverses, ont disparu dans « la nature confinée », ou se sont engagés dans le processus d'enseignement à distance mais qui, faute d'inputs adéquats – environ 40 % des élèves marocains manquent d'ordinateurs (OECD, 2019) – et de suivi pédagogique, se sont rapidement aperçus de la difficulté d'atteindre l'objectif souhaité et affiché de la qualité de l'apprentissage.

Reporter les problèmes à l'année suivante

- 7 Malgré l'autosatisfaction exprimée ici et là, l'échec de l'enseignement à distance est patent, comme le prouve la décision gouvernementale de ne considérer comme effectif

que l'apprentissage effectué avant la fermeture des écoles survenue le 14 mars 2020. Ainsi, l'examen du baccalauréat, symbole du système, est maintenu mais son domaine de définition reste circonscrit aux leçons enseignées avant cette date fatidique. C'est une façon de repousser le problème à l'année prochaine, en espérant que la remise à niveau annoncée par le ministère réussira à colmater les brèches de l'apprentissage confiné. Un effort pédagogique colossal attend les acteurs de l'éducation, et en premier lieu les enseignants, pour remotiver les élèves, les étudiants, et les amener à un niveau d'apprentissage susceptible de les rassurer au long de leur parcours de formation.

- 8 L'absence d'évaluation des apprentissages durant le confinement n'a pas permis de faire le bilan de ce que les élèves ou les étudiants ont effectivement appris. Le passage vers le niveau supérieur basé uniquement sur le programme réalisé avant la fermeture des écoles va nécessiter la mise en place d'un système d'évaluation au début de la prochaine rentrée scolaire et universitaire, afin de situer le niveau réel de maîtrise des compétences exigées théoriquement de chaque apprenant selon son niveau d'enseignement. Les disparités d'apprentissage engendrées par l'enseignement à distance, reflétant, d'une part, les inégalités de moyens entre les différentes classes sociales et, d'autre part, la prédominance des outils techniques « de conversation », qui a presque complètement occulté la dimension pédagogique, compliqueront la mise en place par les enseignants d'un plan de soutien pédagogique et de mise à niveau des apprentissages.
- 9 Ces mesures de remédiation inscrites à l'agenda institutionnel poseront certainement le défi de la reconfiguration de l'année scolaire et universitaire 2020/2021, si l'on veut combler le déficit d'apprentissage imposé par la Covid-19. Le défi est double : il faudra rattraper le temps perdu et optimiser le temps d'apprentissage, afin de permettre aux élèves et aux étudiants d'achever pleinement leurs apprentissages. L'équation est simple : apprendre mieux dans un temps plus court. Sa résolution n'est, par contre, pas aussi facile, car elle demandera un engagement sans faille des enseignants, des méthodes pédagogiques plus efficaces, et une gouvernance plus souple et moins contraignante, orientée vers l'apprenant et favorisant l'approche participative de toutes les parties prenantes.

Une opportunité pour mieux préparer le futur

- 10 Juste avant la crise de la Covid-19, le Maroc était à pied d'œuvre pour mettre en œuvre sa vision stratégique 2030, à travers l'application de la loi-cadre 51.17 votée le 2 août 2019 par le parlement marocain, et qui constitue désormais le cadre de référence législatif pour la nouvelle réforme du système de l'éducation et de la formation³. La commission nationale de suivi et d'accompagnement de la réforme, instituée par cette loi-cadre, venait d'entamer les préparatifs législatifs et organisationnels pour mettre la réforme sur la bonne voie. Le ministère de tutelle était sur le point de lancer une nouvelle réforme de l'enseignement supérieur, prétendant prendre appui sur les orientations de la loi-cadre mais suscitant des interrogations légitimes dans la sphère universitaire, chez les enseignants et les étudiants.
- 11 Dans ce contexte de chantiers ouverts, la pandémie a dicté à tous sa loi d'immobilisme. elle a paradoxalement offert l'opportunité à ceux qui voudraient bien la saisir de réorienter la réforme en cours et d'assurer sa bonne mise en œuvre. En l'absence de données précises, nous tenterons dans cet article de nous projeter dans le futur de

l'éducation en tant que système, au niveau macro, pour analyser le sujet globalement, par rapport à trois angles de vue complémentaires : celui des missions de l'école, celui des structures, celui des acteurs.

Les missions de l'École

- 12 L'institution scolaire et universitaire que nous appelons l'école, dans cet article, est historiquement investie de trois missions : instruire, socialiser et qualifier. Cette dernière a pris de l'ampleur avec le souci toujours grandissant de l'employabilité des jeunes. C'est généralement la réponse à la question de savoir comment combiner ces trois missions qui explique les différences de vision existantes d'un pays à l'autre. En revanche, il existe des similitudes, qui traduisent toutes la volonté de l'État que l'école soit le moule qui façonne un citoyen normalisé, un citoyen à son image. C'est une entreprise légitime, mais n'est-ce pas cette conception de l'école qui a produit le monde actuel, avec ses défaillances révélées au grand jour par le coronavirus, et surtout la trilogie finance-économie-politique, qui forme pour certains un cercle vicieux sans fin, dans lequel le pouvoir de l'argent appuie le pouvoir politique pour qu'il renforce à son tour l'économie et que celle-ci profite aux financiers ?
- 13 Sur la base de ce constat, quelles seraient les finalités et les missions de l'école de demain, qui serait non pas la matrice d'un citoyen chauvin et égoïste, qui entretient ce cercle vicieux, mais un espace démocratique enrichissant la personnalité et préparant un être humain cosmopolite, qui œuvrera pour un destin commun de l'humanité, et un monde meilleur ? Le coronavirus a mis en exergue l'importance de la solidarité, de la générosité et de l'empathie, témoignant de valeurs que certains voudraient enterrer, et d'une conception du destin commun de l'humanité. Il serait donc temps de réorienter la finalité de l'école vers la co-construction d'un être humain se réconciliant enfin avec son humanisme, et œuvrant avec force pour enraciner le principe de la fraternité humaine. Les organisations internationales, comme l'ONU, doivent orienter leurs efforts dans cette direction, loin de toute influence des États ou lobbies. Sachant que sont à l'agenda international les objectifs du développement durable à atteindre pour 2030, et que l'Unesco prépare une vision des futurs de l'éducation en 2050, c'est une belle opportunité à saisir !
- 14 Partant du postulat que « l'éducation est l'arme la plus puissante que l'on puisse utiliser pour changer le monde » (Nelson Mandela), et du constat partagé par plusieurs philosophes contemporains, et notamment Edgar Morin, dans son récent ouvrage *Changeons de voie* (2020), selon lequel le monde actuel court à sa perte s'il continue sur la même trajectoire, les pays gagneraient à réfléchir à un nouvel ordre mondial de l'éducation, plus équitable et plus humaniste. Cependant, en l'absence d'une démocratie mondiale permettant de réguler le monde d'une manière équitable, peut-on espérer faire adhérer les dirigeants de la planète à ce nouvel ordre mondial de l'éducation ?
- 15 Le constat de l'usure des mécanismes actuels de la démocratie, même dans les pays développés, pousse des citoyens à expérimenter d'autres voies pour porter leur voix.
- 16 Devant l'insistance de nombreux intellectuels sur l'urgence d'agir avant que les peuples ne se révoltent, les États doivent innover et proposer des alternatives assurant leurs intérêts et celui des citoyens. Ainsi, au lieu de subir d'éventuelles révolutions, les États doivent programmer leur propre révolution, qui soit à la fois douce et constructive, en

bâtissant une école révolutionnaire, porteuse d'une vraie révolution culturelle « transformant radicalement la manière de penser des citoyens » (Aourid, 2018), mais également et surtout humaniste.

- 17 Dans cette perspective, la question existentielle et non moins éternelle reste posée : comment cette école d'après Covid-19, dont nous rêvons tous, résoudra-t-elle l'équation, à la fois compliquée et complexe, de l'équilibre souhaité entre identité nationale et citoyenneté mondiale ? La langue, réceptacle et véhicule des cultures, serait la première interpellée. Aujourd'hui, l'hégémonie de la langue anglaise semble dicter sa loi à tous les niveaux. Face à cela, deux attitudes sont possibles pour l'école : l'une, « pragmatique », adoptant l'anglais comme langue d'enseignement, et l'autre, « nationaliste », résistant à cette « *glottophagie* » en privilégiant l'autarcie linguistique. Une troisième voie, entre ces deux options, serait plus efficace dans le contexte d'une mondialisation qui commence à être remise en question. Il s'agirait de doter les apprenants, durant leur parcours scolaire, des compétences linguistiques nécessaires en anglais, en tant que *lingua franca*, tout en leur permettant de maîtriser leurs langues officielles.

Les structures

- 18 Nous évoquons ici l'école en tant que structure à part entière, mais également toutes les autres structures qui gravitent autour de l'école, pour la servir en principe, parmi lesquelles : le ministère de tutelle et son administration centrale, les administrations territoriales et les instances de gouvernance supra ministérielle. Commençons par la structure de l'école, cet espace qui a toujours été confiné à l'intérieur de quatre murs, malgré quelques échappées, réussies d'ailleurs mais punies par l'ordre établi, jusqu'à ce que la Covid-19 lui donne l'opportunité de se déconfiner. Cette structure rigide et immuable, malgré toutes les circonstances historiques favorables à sa métamorphose, est appelée à changer en prenant en compte trois déterminants : 1) la diversification des foyers d'apprentissage, et surtout la fonction de la maison qui doit passer de lieu de désapprentissage à celui d'apprentissage, 2) ce que d'aucuns appellent le marché de l'éducation, et surtout l'évolution spectaculaire de l'enseignement privé, 3) la territorialisation de l'éducation en rapport avec le rôle de l'État. Trop de structures gravitent autour de l'école, au point de l'étouffer au lieu de l'aider, reportant ainsi *sine die* la concrétisation de l'autonomie de l'école, et surtout de l'université, ce qui pose la question du choix entre dégraisser le mammoth ou le changer génétiquement ? En outre, la question reste posée de la position privilégiée qu'occupe la technostucture au cœur des systèmes éducatifs, qui pour certains joue un rôle positif en veillant sur la stabilité du système, et qui pour d'autres a au contraire un rôle négatif de résistance au changement, ainsi que d'assimilation et de canalisation à outrance des politiques, au point de les vider parfois de leur essence.

Les acteurs de l'école

- 19 Nous posons la question des acteurs du changement. Il est évident que nous ne pourrions jamais changer l'école sans des hommes et des femmes convaincus et déterminés à transformer l'école. Désormais, il ne suffira pas de former les acteurs pour qu'ils maîtrisent les compétences intrinsèques à leurs métiers, encore faudra-t-il les qualifier pour qu'ils soient des agents et des *managers* du changement, dans un monde

dont on dit que le « métamorphisme » sera une caractéristique intrinsèque. Les enseignants doivent devenir des innovateurs permanents, les administratifs des *leaders* facilitateurs, et les autres parties prenantes, surtout les acteurs sociaux et la société civile, des partenaires au service des apprenants. Tous dotés du sens du bien commun (Nifle, 2011), ils ne cesseront plus de se comporter comme des êtres humains pleins de dévouement et d'altruisme. Lors de cette crise, les parents ont joué un rôle important dans l'apprentissage de leurs enfants, avec des différences selon les compétences et l'appartenance sociale de chacun. L'école de demain ne pourra pas se priver de capitaliser sur cet acquis inestimable, si elle aspire à favoriser une implication plus grande des familles dans la gestion de l'école, ce qui renforcerait sans doute la démocratie participative. Celle-ci, composante de plus en plus importante de la société fera certainement partie intégrante des processus de décision au sein de l'école, et les parents doivent se préparer à y occuper une place de choix.

- 20 Nous ne pouvons terminer cet article sans poser la question de la résilience systémique de l'école, et de la nécessité de renforcer sa capacité d'amortissement des chocs. Cette crise ne sera peut-être pas la dernière, Dieu seul le sait, mais les scientifiques, surtout les spécialistes du climat, s'attendent à d'autres crises encore plus graves. Les gouvernements seront mis au défi de prendre les précautions adéquates pour que l'école soit mieux préparée à ces situations. N'est-ce pas le moment opportun pour que le monde retienne les leçons de ses erreurs, et avance vers un destin meilleur en appliquant le concept de l'humanité apprenante ? Il n'est jamais trop tard pour mieux agir.

BIBLIOGRAPHIE

- AOURID H. (2018). *Pour une révolution culturelle au Maroc*. Dar Alamane.
- COUR DES COMPTES [Maroc]. (2014). *Évaluation de la stratégie MAROC NUMERIC 2013*. Cour des comptes.
- MORIN E. (2020). *Changeons de voie : les leçons du coronavirus*. Paris : Denoël.
- NIFLE R. (2011). *Le sens du bien commun : pour une compréhension renouvelée des communautés humaines*. Temps présent.
- OECD (2019). *PISA 2018 Results (Volume I): What Students Know and Can Do*. Paris : PISA, OECD Publishing. [Doi: <https://doi.org/10.1787/5f07c754-en>]

NOTES

1. Selon l'Unesco, au 21 avril 2020, 191 pays avaient fermé leurs écoles, avec plus de 1,5 milliard d'élèves concernés par cette mesure, ce qui représente 90 % du nombre total d'apprenants à l'échelle internationale.

2. Selon une étude publiée le 20 avril 2020, menée par la British Public First Foundation au profit du Sutton Trust, un tiers des élèves seulement ont suivi des cours en ligne lorsque les écoles étaient fermées. [<https://bit.ly/2EJRjYC>]

3. Voir : Rahma Bourqia, « Repenser et refonder l'école au Maroc : la Vision stratégique 2015-2030 », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [en ligne], n° 71, avril 2016 [<http://journals.openedition.org/ries/4551>]. (NdlR)

INDEX

Keywords : distance education, information and communication technologies in education, health crisis, acquisition of knowledge, student evaluation, purpose of education

Palabras claves : educación a distancia, tecnologías de la información y la comunicación en la educación, crisis sanitaria, adquisición de conocimientos, evaluación del estudiante, finalidad de la educación

Mots-clés : enseignement à distance, TICE : technologies de l'information et de la communication en éducation, crise sanitaire, acquisition de connaissances, évaluation de l'élève, finalité de l'éducation

Index géographique : Maroc

AUTEUR

ABDENNASSER NAJI

Abdennasser Naji est chercheur en éducation et ancien directeur central au ministère de l'éducation nationale du Maroc. Rédacteur en chef et fondateur de *The Journal of Quality in Education*, il a été conseiller des ministres de l'enseignement supérieur entre 2014 et 2019, et est membre du conseil supérieur de l'éducation de la formation et de la recherche scientifique. Il préside l'Institut Amaquen, spécialisé dans la qualité de l'éducation, et la section MENA de l'Institut Ifeas, spécialisé dans les études systémiques. Auteur d'une dizaine d'ouvrages et d'une centaine d'articles scientifiques, il est consultant auprès d'organismes internationaux. Courriel : najiabdenasser@gmail.com